



L E S   B O I S .   G R A N D E U R   N A T U R E .

# REGLEMENT D'ORGANISATION

# DE LA COMMUNE DE LES BOIS

Edition février 2013

---

## ***Règlement d'organisation***

### **TABLE DES MATIÈRES**

---

<b>I. DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>4</b>
<b>II DISPOSITIONS COMMUNES .....</b>	<b>7</b>
<b>III LE CORPS ELECTORAL.....</b>	<b>13</b>
<b>IV LES AUTORITES COMMUNALES .....</b>	<b>16</b>
1. DISPOSITIONS GENERALES .....	4
2. LE CONSEIL GENERAL .....	20
3. LE CONSEIL COMMUNAL.....	26
4. LE PRESIDENT ET LE VICE-PRESIDENT DU CONSEIL COMMUNAL .....	32
5. COMMISSIONS.....	33
6. LES FONCTIONNAIRES COMMUNAUX.....	40
<b>V DISPOSITIONS DIVERSES.....</b>	<b>43</b>

---

REMARQUE DES PARTIS

AVIS DU CC

## 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Bases légales

- Code civil suisse (RS 210)
- Constitution jurassienne (RSJU 101)
- Loi sur les droits politiques (RSJU 161.1)
- Loi sur les communes (RSJU 190.11)
- Loi introductive du Code Civil suisse (RSJU 211.1)
- Loi d'impôts (RSJU 641.11)
- Loi d'information et l'accès aux documents officiels (RSJU 170.801)
- Ordonnance concernant les élections communales (RSJU 161.19)
- Décret sur les communes (RSJU 190.111)
- Décret sur la fusion des communes (RSJU 190.31)
- Décret sur l'administration financière des communes (RSJU 190.611)
- Décret sur la protection des minorités (RSJU 192.222)
- Décret sur le pouvoir répressif des communes (RSJU 325.1)
- Décret concernant la révision générale des

- valeurs officielles d'immeubles et de force hydraulique (RSJU 641.543.1)
- Code de procédure pénale (RS 321.1)

## I. DISPOSITIONS GENERALES

Territoire

### Art. 1 - Territoire

Population

La commune municipale des Bois comprend le territoire qui lui est attribué conformément à la Constitution, suivant les documents cadastraux et la population qui y est domiciliée.

### REMARQUES GENERALES

*Les textes en rouge ont été repris et adaptés par le Service des communes. En règle générale, ils reprennent mot pour mot ce qui est inscrit dans les textes des lois cantonales. Le Service des communes n'est pas disposé à les rediscuter.*

*Les textes surlignés en bleu émanent de remarques de la commission qui a étudié le règlement et qui s'interrogeait sur la nécessité de maintenir ces articles*

*Les remarques en bleu émanent du conseil communal lors de l'examen final du projet*

Terminologie

### Art. 2 Terminologie

Les termes utilisés dans le présent règlement pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Attributions

**Art. 3 Attributions**

Les attributions de la commune sont :

1 La liquidation des affaires qui lui sont dévolues ou abandonnées par les prescriptions légales et les décisions des organes de l'Etat, notamment :

a) l'admission et la promesse d'admission au droit de cité communal;

b) l'organisation des votations et des élections;

c) la police locale (établissement, salubrité publique, police des routes et des constructions, police du feu, police des industries, police champêtre, inhumations et incinérations, surveillance en commun des forêts, service d'incendie et de secours, etc.);

d) les affaires du droit des personnes, de la famille et des successions;

e) l'aide sociale sur la base des dispositions légales et réglementaires ainsi que la collaboration aux assurances sociales;

f) les écoles;

g) l'aménagement local;

h) la construction et l'entretien des chemins communaux;

(PCSI)

Police du feu, des industries et champêtre sont-elles vraiment encore sous la responsabilité de la commune ? Même question qu'en 2010.

*Ces questions ont déjà été examinées. Même si les tâches de la commune en matière de police du feu, des industries et champêtre ne semblent plus d'actualité, elles restent de la compétence de la commune.*

i) l'alimentation en eau, l'épuration des eaux usées et la gestion des déchets urbains et autres déchets;

j) la levée des impôts communaux et la coopération à la levée des impôts de l'état et des paroisses ;

k) la coopération aux mesures militaires et de protection de la population ainsi que dans l'économie de guerre.

(PCSI)

Economie de guerre. De quoi s'agit-il ? Si cela découle d'une obligation légale, il faudrait le mentionner. Même question qu'en 2010.

Même remarque que ci-dessus. En cas de mesure d'économie de guerre, la commune peut être appelée à réorganiser un service de rationnement par exemple.

2 L'administration financière de la commune.

3 Les services qu'elle s'impose librement pour le bien public.

## II DISPOSITIONS COMMUNES

Organes de la commune

### Art. 4 – Organes de la commune

Les organes de la commune sont le corps électoral, les autorités (conseil général, conseil communal, commissions permanentes) et les employés communaux.

Fonctions obligatoires

### Art. 5 - Fonctions obligatoires

<sup>1</sup> Toute personne ayant droit de vote dans la commune, qui est élue dans une autorité communale ou en qualité d'employé de la commune, est tenue de remplir ses fonctions pendant deux ans s'il s'agit d'un poste accessoire et qu'il n'existe pas de motif d'excuse au sens de l'art. 20, alinéa 1 ou 2 de la loi sur les communes.

(PCSI)

1) Le terme « employé de la commune » devrait être remplacé par celui de « fonctionnaire communal », comme dans la loi sur les communes (RSJU 190.11), afin de ne pas concerner les engagements selon contrat de droit privé. Dans ce dernier cas, on pourra alors choisir de cas en cas s'il est judicieux d'inclure une durée d'emploi minimale ou fixe dans le contrat.

2) Pour libérer une personne de sa charge, la loi est moins restrictive que le règlement communal. Nous suggérons de s'aligner sur la loi, art. 20, sans se restreindre aux alinéas 1 et 2. Ainsi, le conseil communal pourra prendre en compte d'autres motifs qu'il juge valable pour libérer cette personne.

Loi sur les communes, art. 20:

Les motifs d'excuse sont :

- a) le fait d'occuper un poste de procureur;
- b) l'âge de soixante ans révolus;
- c) la maladie ou d'autres circonstances qui empêchent l'élu d'exercer ses fonctions.

2 Le règlement communal peut pré-

**LE TERME DE  
FONCTIONNAIRE COMMUNAL  
N'EST PLUS DANS LA LOI.  
C'EST LORS DE SON EXAMEN  
PAR LE SERVICE DES  
COMMUNES QUE CE TERME A  
ÉTÉ REMPLACÉ PAR  
« EMPLOYÉ DE LA  
COMMUNE".**

Ce texte a été remanié par le Service des communes sur la base d'un libellé élaboré par le Service juridique. Il ne peut pas être modifié selon la demande du parti.



voir encore d'autres motifs d'excuse.  
3 Le conseil communal peut, même en l'absence de motifs légaux ou réglementaires, faire droit à une demande d'excuse si d'autres raisons importantes l'exigent.

<sup>2</sup> Sont exceptées les fonctions permanentes.

<sup>3</sup> Une personne élue à une fonction communale sans avoir été candidate officielle n'est pas tenue d'accepter son élection.

<sup>4</sup> La démission doit être présentée trois mois à l'avance au moins. Le conseil communal peut l'accepter avec un délai plus bref s'il n'en résulte pas de préjudice pour la commune.

(PCSI)

Il faudrait préciser ce que sont les « fonctions permanentes ». Celles pour lesquelles on est nommé sans limite de temps ? Celles qu'on exerce à plein temps ?

Fonction permanente = Les emplois effectués par le personnel communal

Diligence et  
discrétion

#### **Art. 6 - Diligence et discrétion**

<sup>1</sup> Les membres des autorités et les personnes liées à la commune par un rapport de service sont tenus d'accomplir consciencieusement et soigneusement les devoirs de leur charge et de se montrer dignes de leurs fonctions par leur attitude. Ils sont tenus à la discrétion à l'égard des tiers en ce qui concerne les affaires qui parviennent à leur connaissance dans l'exercice de leurs fonctions et qui, par leur nature ou en vertu de prescriptions spéciales, doi-

vent être tenues secrètes.

<sup>2</sup> Cette obligation de discrétion subsiste même après la dissolution du rapport de service.

#### Responsabilité disciplinaire

#### **Art. 7 - Responsabilité disciplinaire**

<sup>1</sup> Selon la gravité de leur faute, le conseil communal peut infliger aux membres des autorités qui lui sont subordonnés et aux employés qui manquent à leurs devoirs, les peines disciplinaires prévues à l'art. 34 de la loi sur les communes.

<sup>2</sup> Avant de prononcer une peine disciplinaire, il y a lieu de donner à l'intéressé l'occasion de consulter le dossier, de présenter des moyens de preuve et de s'exprimer sur le cas.

<sup>3</sup> Les membres du corps enseignant sont soumis aux dispositions de la législation scolaire.

#### Responsabilité civile

#### **Art. 8 - Responsabilité civile**

<sup>1</sup> Les employés, les autres personnes liées à la commune par un rapport de service ainsi que les membres des autorités et des commissions répondent envers la commune des dommages qu'ils lui causent (art. 36 LCO).

<sup>2</sup> Le droit fédéral est seul applicable à la responsabilité des organes de tutelle et à celle découlant de

travaux à caractère industriel effectués par le personnel de la commune.

Droit  
d'initiative

**Art. 9 - Droit d'initiative**

<sup>1</sup> Un dixième des électeurs de la commune peut demander l'adoption, la modification ou l'abrogation d'un règlement communal ou requérir l'étude ou la réalisation d'un objet déterminé.

<sup>2</sup> L'initiative qui porte sur plus d'un objet est irrecevable.

<sup>3</sup> Le comité d'initiative comprend cinq membres au moins.

<sup>4</sup> Le conseil communal après avoir constaté que l'initiative est valable en la forme, la soumet au conseil général dans les meilleurs délais. Celui-ci constate si l'initiative est valable quant au fond.

<sup>5</sup> L'initiative est traitée par l'autorité compétente dans le délai maximum d'une année. Elle peut contenir un texte formulé. Le Conseil général se prononce également sur d'éventuels contre-projets.

<sup>6</sup> L'initiative doit comporter une clause de retrait.

<sup>7</sup> Le retrait de signatures est inopérant une fois l'initiative déposée.

(PCSI)

Cet article est incomplet par rapport à loi sur les droits politiques. En effet, la législation cantonale réserve une procédure différente pour les initiatives avec proposition rédigée de toutes pièces. Il y a lieu de reprendre l'article 104 (qui s'applique de toute façon).

Loi sur les droits politiques, art. 104 :

1. Dans les communes qui ont un conseil général, les dispositions sur l'initiative populaire cantonale sont applicables par analogie à la récolte des signatures. Le comité d'initiative

Correction apportée par le Service des communes. Ce Service juge inutile la proposition de remettre l'art 104 de la loi sur les droits politiques.

<sup>8</sup> Une initiative rejetée ne peut être présentée à nouveau avant un délai de 12 mois après notification de la décision de rejet.

comprend cinq membres au moins.  
Le conseil communal constate si l'initiative est valable en la forme et donne son avis sur le fond; le conseil général si elle l'est quant au fond.

2. L'initiative peut contenir un texte formulé. Dans ce cas, le conseil général doit, dans le délai d'un an, l'approuver sans modification ou le soumettre au vote populaire en lui opposant, s'il le juge opportun, un contre-projet. L'électeur peut alors voter pour l'un et pour l'autre.

3. Si l'initiative ne contient qu'une proposition générale, les dispositions sur l'initiative populaire cantonale sont applicables par analogie. Le conseil général a un an pour se déterminer et, dans le cas où les électeurs acceptent l'initiative ou un contre-projet, un an pour y satisfaire.

Droit de  
référendum

#### **Art. 10 - Droit de référendum**

<sup>1</sup> Un dixième des électeurs de la commune peut demander qu'un arrêté du conseil général soit sanctionné par un vote du corps électoral.

<sup>2</sup> La demande doit être déposée au secrétariat communal dans les 30 jours qui suivent la publication de l'arrêté du conseil général par affichage

public.

<sup>3</sup> Si au cours de ce délai, une telle demande n'est pas présentée, le conseil communal déclare que l'arrêté du conseil général est entré en vigueur.

Assemblée  
d'information

### **Art 11 - Assemblée d'information**

<sup>1</sup> Lorsque des objets sont soumis au corps électoral par un vote à l'urne, une assemblée d'information précède le scrutin d'au moins 30 jours.

<sup>2</sup>(supprimé)

<sup>3</sup> Les objets soumis au scrutin communal sont introduits par les membres du conseil communal et éventuellement des commissions communales concernées, puis le président ouvre une libre discussion; aucune décision n'est prise.

Le conseil communal a supprimé l'obligation de tenir un PV des délibérations. Il n'y a aucune décision à prendre.

## **III LE CORPS ELECTORAL**

Droit de vote

### **Art. 12 - Droit de vote**

<sup>1</sup> Ont le droit de vote en matière communale :

- a) les Suisses, hommes et femmes âgés de 18 ans, domiciliés dans la commune depuis trente jours;
- b) les étrangers, hommes et femmes âgés de 18 ans, domiciliés en Suisse depuis dix

Seules les personnes âgées de 18 ans ont-elles le droit de vote ?

Compléter :

les Suisses, hommes et femmes âgés de 18 ans au moins, domiciliés dans la commune depuis trente jours;  
les étrangers, hommes et femmes

Le libellé a été établi par le Service des communes avec le Service juridique. Il n'est pas possible de le corriger. D'ailleurs, on a 18 ans ou on ne les a pas. En tenant compte de cette remarque, on peut effectivement se poser la question de savoir s'il existe

ans, dans le Canton depuis un an et dans la commune depuis 30 jours.

<sup>2</sup> Les personnes interdites pour cause de maladie mentale ou de faiblesse d'esprit ne sont pas électeurs.

<sup>3</sup> Il n'est pas permis de se faire représenter dans l'exercice du droit de vote.

âgés de 18 ans au moins, domiciliés en Suisse depuis dix ans, dans le Canton depuis un an et dans la commune depuis 30 jours.

Ou : ... dès l'âge de 18 ans,...

En outre, est-il nécessaire de préciser « hommes et femmes » ?

d'autres personnes que les hommes et les femmes. Mais comme il l'est mentionné, il s'agit d'un libellé dicté par le Service juridique et que l'on retrouve tel quel dans la loi.

Registre des votants

### **Art. 13 - Registre des votants**

Le secrétaire communal tient, selon les prescriptions légales et sous la surveillance et la responsabilité du conseil communal, un registre complet des ayants droit au vote en matière fédérale, cantonale et communale.

Époque des scrutins

### **Art. 14 - Époque des scrutins**

Le scrutin communal (vote à l'urne) a lieu :

- a) périodiquement pour procéder aux élections prévues dans le règlement des élections ;
- b) en cas d'initiative ou de référendum ;
- c) pour toutes les autres décisions qui sont du ressort du corps électoral (art. 17).

Organisation

**Art. 15 - Organisation**

<sup>1</sup> Le conseil communal fixe la date de chaque scrutin communal et prend les dispositions nécessaires à son organisation.

<sup>2</sup> Les cartes de légitimation des électeurs sont remises à domicile au moins dix jours avant le scrutin, avec les documents y relatifs et les éventuels préavis.

<sup>3</sup> Sont réservées les dispositions du règlement des élections communales.

Publication

**Art. 16 - Publication**

La publication des objets à voter est faite au moins vingt jours à l'avance par affichage public et dans le Journal officiel.

Attributions

**Art. 17 - Attributions**

Les affaires désignées ci-après sont du ressort du corps électoral et ne peuvent être transmises à aucun autre organe :

- 1 L'élection du maire, des membres du conseil général et du conseil communal.
- 2 L'adoption et la modification :
  - a) des règlements d'organisation, sur les élec-

- tions communales et du conseil général ;
- b) du régime de base des constructions “règlement de construction” et plans de zones, sous réserve de dispositions spéciales de la législation sur les constructions et l'aménagement du territoire ;
  - c) des règlements concernant les impôts communaux extraordinaires.
- 3 L'affiliation de la commune à un syndicat de communes et la modification des dispositions réglementaire du syndicat de communes concernant son but et les compétences financières.
- 4 Les nouveaux engagements excédant Fr. 1'000'000. -.
- 5 L'avis à donner concernant la réunion de la commune à une autre et la modification de sa circonscription. Les simples rectifications de limite sont du ressort du Conseil communal.
- 6 L'acquisition et l'aliénation d'immeubles et de droits réels sur des immeubles lorsque le prix ou l'estimation dépasse le 10% des charges du budget de fonctionnement de l'année courante.

## IV LES AUTORITES COMMUNALES

Autorités,

**Art. 18 - Autorités, élection et nomination**



élection et  
nomination

<sup>1</sup> Les autorités communales sont le conseil général, le conseil communal, les commissions permanentes.

<sup>2</sup> Elles sont élues dans le respect des dispositions du présent règlement et de celles découlant du règlement sur les élections communales.

<sup>3</sup> Le cumul lors des élections n'est pas autorisé.

Éligibilité

**Art. 19 - Éligibilité**

<sup>1</sup> Sont éligibles comme membre d'autorités communales, les Suisses, hommes et femmes, jouissant du droit de vote dans la commune.

<sup>2</sup> Les étrangers ayant l'exercice des droits civils et politiques, sont éligibles au conseil général.

<sup>3</sup> Sont éligibles comme membre des commissions communales, les Suisses âgés de 16 ans au moins et les étrangers ayant l'exercice des droits civils et politiques.

Représentation  
des minorités

**Art. 20 - Représentation des minorités**

Lors de la constitution des autorités, il sera équitablement tenu compte des minorités.

Incompatibilité  
en raison de la  
fonction

**Art. 21 - Incompatibilité en raison de la fonction**

Sont incompatibles avec la qualité de membre  
d'une autorité communale :

- 1 Les fonctions de membre du Gouvernement et  
juge permanent.
- 2 La qualité d'employé communal à plein em-  
ploi immédiatement subordonné à cette autori-  
té.

Principe :

On dit que seuls les employés à plein  
emploi sont inéligibles (on devrait  
dire « à plein temps »). Nous esti-  
mons que les autres employés enga-  
gés pour une durée indéterminée,  
quel que soit leur taux d'occupation,  
devraient être aussi inéligibles. Par  
exemple, si on décidait de confier la  
comptabilité à un caissier à 40%, il  
ne serait pas normal qu'il puisse en  
même temps faire partie des autorités  
et décider de son salaire, de  
l'approbation de son travail, etc.  
Cette extension d'inéligibilité est  
possible selon l'art. 4, ch. 3 de  
l'ordonnance sur les élections com-  
munales (RSJU 161.19).

Ce terme est repris du texte de la loi. Il  
ne peut pas être changé.

Incompatibilité  
en raison de la  
parenté

**Art. 22 - Incompatibilité en raison de la paren-  
té**

<sup>1</sup> À l'exclusion du conseil général, ne peuvent  
faire partie ensemble d'une même autorité :

- a) les parents du sang et alliés en ligne directe
- b) les frères ou sœurs, germains, utérins ou consanguins;
- c) les époux, les partenaires enregistrés, les alliés en ligne collatérale au 2<sup>ème</sup> degré ainsi que les conjoints ou les partenaires enregistrés de frères ou sœurs.

<sup>2</sup>Les personnes ainsi apparentées ne peuvent pas occuper des emplois communaux dont l'un est immédiatement subordonné à l'autre.

<sup>3</sup>L'exclusion pour cause d'alliance ne cesse pas du fait de la dissolution du mariage ou du partenariat enregistré.

Obligation de se retirer

#### **Art. 23 - Obligation de se retirer**

<sup>1</sup> Les membres d'autorité communale et les employés communaux ont l'obligation de se retirer lorsqu'il s'agit de traiter des objets qui touchent directement à leurs droits personnels ou à leurs intérêts matériels ou à ceux des personnes qui leur sont parentes au degré prévu à l'art. 22, alinéa 1 du présent règlement.

<sup>2</sup> Ont également l'obligation de se retirer : les représentants légaux, statutaires ou contractuels des personnes intéressées, ainsi que les notaires chargés de s'occuper de l'affaire.

<sup>3</sup> Les personnes qui ont l'obligation de se retirer peuvent, sur décision de l'autorité concernée, être appelées à fournir des renseignements.

Obligations  
générales

#### **Art. 24 - Obligations générales**

Les membres des autorités communales doivent assister régulièrement aux séances, accepter les mandats et délégations qui leur sont conférés et vouer le plus grand soin à la conduite des affaires de la commune, pour le bien et la prospérité de celle-ci. Ils prennent et respectent les décisions dans un esprit de collégialité.

Secrétaire

#### **Art. 25 - Secrétaire**

Le secrétaire qui participe aux séances du conseil communal, du conseil général ou de commissions permanentes dont il n'est pas membre, possède une voix consultative et a le droit de faire des propositions.

Organisation  
Incompatibilité

## **2. LE CONSEIL GENERAL**

#### **Art. 26 – Organisation, incompatibilité**

<sup>1</sup> Le conseil général comprend 21 membres.

<sup>2</sup> Il est élu pour la durée de la législature selon le

règlement des élections communales. Les membres sont rééligibles pour deux périodes consécutives.

<sup>3</sup> Sa composition, son organisation et son fonctionnement font l'objet d'un règlement spécial.

<sup>4</sup> Les membres du conseil communal ainsi que le secrétaire communal et le caissier ne peuvent pas faire partie du conseil général.

<sup>5</sup>Le maire, les conseillers communaux et le secrétaire communal assistent aux séances du conseil général avec voix consultative. Ils ont le droit de faire des propositions.

Attributions  
générales

#### **Art. 27 - Attributions générales**

Le conseil général exerce la haute surveillance sur l'ensemble de l'administration de la commune. Il préavise toutes les affaires soumises à la votation aux urnes et décide en dernier ressort de toutes les affaires qui dépassent les compétences du conseil communal et ne sont pas de la compétence du corps électoral.

Attributions  
détaillées

#### **Art. 28 - Attributions détaillées**

Le conseil général a en particulier les attributions suivantes :

- 1 Il élit :
  - a) les membres des commissions permanentes ;
  - b) les membres des commissions spéciales, dont il a décidé la création ;
  - c) les délégués de la commune dans les institutions scolaires et autres institutions intercommunales.
- 2 Il accorde l'admission ou la promesse d'admission au droit de cité communal et fixe l'émolument.
- 3 Il décide la création ou la suppression de postes d'employés communaux.
- 4 Il fixe les traitements et indemnités, jetons de présences dus aux membres des autorités : conseil général, conseil communal et commissions.
- 5 Il adopte le budget et fixe le taux des impôts communaux ordinaires.
- 6 Il approuve les comptes communaux. Ces comptes sont tenus à la disposition des citoyens à la recette communale, 20 jours avant la réunion du conseil général.
- 7 Il décide la conclusion d'emprunts et l'ouverture de crédits. Sont exclus les emprunts destinés uniquement au remboursement ou au renouvellement de dettes existantes pro-

venant d'emprunts ordinaires ou par souscription. Demeurent réservées les dispositions de l'article 17, al. 4.

- 8 Il décide des cautionnements et de la fourniture d'autres sûretés à charge de la commune.
- 9 Il fixe la participation financière à des entreprises, œuvres d'utilité publique et autres semblables, pour autant que la dépense unique excède Fr. 10'000.-- ou que la dépense périodique dépasse Fr. 2'000.--.
- 10 Il décide de l'octroi de prêts dépassant Fr. 10'000.-- et ne représentant pas un placement sûr au sens de l'art. 27, alinéa 2, LCO.
- 11 Il décide de la prise en charge par la commune de services nouveaux qu'elle s'impose pour le bien public et le vote des ressources nécessaires lorsque la dépense unique excède Fr. 20'000.-- ou que la dépense périodique dépasse Fr. 5'000.--.
- 12 Il vote les crédits supplémentaires:
  - a) en cas de dépassement de crédits budgétaires pour autant qu'ils dépassent de 10% les charges totales portées au budget ou les 10% du poste budgétaire concerné mais au moins Fr. 6'000.--. Les dépréciations supplémentaires ne sont pas considérées comme dépassement de crédits.
  - b) en cas de dépassement de crédits d'engagement pour autant qu'ils dépassent

de 10% le crédit autorisé mais au moins Fr. 10'000.--.

13 a) Il décide de l'achat ou de la vente de la propriété foncière et aux autres droits réels sur les immeubles, lorsque le montant de la transaction dépasse Fr. 10'000.-- .

b) Lors de l'octroi de droits réels contre une redevance annuelle renouvelable (par exemple, rente foncière), la valeur est déterminée en multipliant par 25 le montant de la redevance annuelle (valeur capitalisée). La décision du conseil général intervient à partir d'une valeur capitalisée de Fr. 3'000.-.

14 Il décide des dépenses non prévues au budget annuel lorsqu'il s'agit d'un montant qui dépassera probablement Fr. 50'000.-.

15 Il se prononce sur l'ouverture ou l'abandon de procès ou sur l'appel à un tribunal arbitral, lorsque le litige ne rentre pas dans la compétence unique du Président du tribunal ou dépasse Fr. 8'000.- pour les actions de droit administratif et qu'une action immédiate du conseil communal n'est pas nécessaire.

16 Il décide de procéder à des expropriations.

17 Il adopte les règlements communaux qui ne sont pas de la compétence du corps électoral. Il adopte également les cahiers des charges des commissions que lui soumet le conseil

Limite des compétences financières du CG : pour être cohérent avec l'article 17, il faudrait mentionner que le CG ... décide des dépenses non prévues au budget annuel lorsqu'il s'agit d'un montant qui dépassera probablement Fr. 50'000.--., mais jusqu'à Fr. 100'000.- au plus, ou bien : « Cette compétence est limitée par celle du corps électoral fixée selon l'article 17, auquel cas le CG donne son avis avant la votation populaire. »

Le libellé de cet article est repris du Service des communes et du Service juridique. Le chiffre à indiquer serait de Fr. 1'000'000.- et non pas Fr. 100'000.-.



communal.

- 18 Il examine, adopte ou refuse les rapports que le conseil communal ou les commissions lui présentent.
- 19 Il examine les questions qui sont de la compétence du conseil communal et que celui-ci juge opportun de lui soumettre.
- 20 **Il procède à la formulation définitive des objets soumis au corps électoral.**
- 21 Il élabore les rapports à présenter au sujet d'une initiative à soumettre au corps électoral et, le cas échéant, présente un contre-projet.

#### **Art. 29 - Procès-verbal**

##### Procès-verbal

<sup>1</sup>Le secrétaire communal ou son remplaçant tient le procès-verbal. Y seront mentionnés : le lieu et la date de la séance, le nom du président et du secrétaire, les noms des membres présents, toutes les propositions formulées, les décisions prises et un bref résumé des discussions.

<sup>2</sup>Le procès-verbal est rédigé dans les 15 jours. Il est signé par le président et le secrétaire.

<sup>3</sup>**Toute personne ayant droit de vote dans la commune peut prendre connaissance des procès-verbaux des séances du conseil général dès leur approbation au bureau communal. Les procès-verbaux sont publiés sur le site internet de la**

La question de l'approbation pose problème.

Ce n'est pas au bureau communal d'approuver le pv.

En pratique, il s'écoule un long délai (plusieurs mois) entre une séance du CG et l'approbation du pv, lors de la séance suivante. Le citoyen devrait trop attendre pour accéder à l'information.

Nous proposons qu'on mette à disposition ce pv au bureau communal et sur internet dès que sa rédaction est terminée, au plus tard 2 semaines après la séance (pour que des éven-

La remarque formulée par le PCSI n'est pas comprise par le conseil communal. Rien n'indique que le PV du conseil général est approuvé par le bureau communal. Il est seulement mentionné que toute personne peut en prendre connaissance au bureau communal dès leur approbation. Le procès-verbal du conseil général n'est pas sujet à recours de la part des ayants-droit au vote !!!

commune.

tuels recours puissent se faire dans les délais). On mentionnerait alors « Version sous réserve d'approbation par le CG ».

### 3. LE CONSEIL COMMUNAL

Composition et durée des mandats	<p><sup>1</sup> Le conseil communal se compose de 7 membres, le président (maire) y compris.</p> <p><sup>2</sup> Le conseil communal est élu pour la durée de la législature. Il est rééligible pour une période consécutive.</p>	Assurer la cohérence des termes. Utiliser seulement « maire » et « vice-maire », comme ailleurs dans le texte.	Le terme de vice-président est repris de la loi. Il s'agit du vice-président du conseil communal qui porte le nom de « vice-maire ».
Vice-président	<p><sup>3</sup> Il désigne son vice-président (vice-maire) au début de chaque année pour une durée d'un an.</p>		
Attributions générales	<p><b>Art. 31 - Attributions générales</b></p> <p><sup>1</sup> Le conseil communal est l'autorité ordinaire d'exécution, d'administration et de police de la commune.</p> <p><sup>2</sup> Il est chargé de l'administration de toutes les affaires qui lui sont dévolues par les lois, décrets ou ordonnances fédérales ou cantonales, et par des décisions de la commune. Le conseil communal conduit en général toutes les affaires administratives de la commune qui ne sont pas dévolues expressément à un autre organe. Il prépare les</p>		

affaires qui sont soumises au conseil général ou au corps électoral.

<sup>3</sup> Le conseil communal représente la commune envers les tiers. Le président et le secrétaire communal apposent la signature collective qui engage le conseil et la commune. Restent réservées les dispositions légales ou réglementaires confiant cette représentation à une commission permanente ou à un employé ou au conseil général.

<sup>4</sup> Au début de chaque législature, le conseil communal répartit entre ses membres les différents dicastères communaux et désigne les suppléants. Chaque conseiller est responsable de la bonne marche de son dicastère.

#### Attributions particulières

#### **Art. 32 - Attributions particulières**

Le conseil communal a notamment les attributions suivantes :

- 1 La police locale, y compris les mesures urgentes à prendre en cas de catastrophes naturelles, danger de guerre, épidémies, etc.
- 2 Les devoirs de la commune en matière militaire, de protection civile, du service de défense contre l'incendie et de secours (SIS), et d'approvisionnement économique du pays.
- 3 Les affaires tutélaires et les autres affaires du

- droit des personnes, de la famille et des successions.
- 4 La haute surveillance du Service de l'action sociale.
  - 5 La surveillance des constructions et les contrôles prescrits par le décret concernant la procédure d'octroi du permis de construire.
  - 6 La surveillance des constructions et des routes.
  - 7 L'organisation des affaires scolaires dans le cadre de ses compétences.
  - 8 Les attributions qui lui sont conférées en matière d'impôt par les dispositions légales ou réglementaires.
  - 9 Les attributions qui lui sont conférées par l'article 9 de la Loi introductive du Code civil suisse, RSJU 211.1.
  - 10 La surveillance des enfants en garde ou en pension dans la commune.
  - 11 L'administration des biens de la commune, y compris le placement de la fortune, l'établissement du projet de budget et la reddition des comptes.
  - 12 La ratification des actes juridiques relatifs à la propriété foncière et aux autres droits réels sur immeuble, pour autant qu'un autre organe ne soit pas compétent.
  - 13 La décision concernant les constructions, les

autres travaux et dépenses dans le cadre des crédits prévus au budget annuel ou d'une décision spéciale de la commune.

- 14 La participation financière à des entreprises, œuvres d'utilité publique et autres semblables, pour autant que la dépense unique ne dépasse pas Fr. 10'000.- ou que la dépense soit inférieure à Fr. 2'000.- par exercice comptable.
- 15 L'octroi de prêts, et tant qu'il ne s'agit pas de placements sûrs au sens de l'art. 27, alinéa 2, de la loi sur les communes et que la somme prêtée ne dépasse pas Fr. 10'000.-.
- 16 La prise en charge par la commune de services qu'elle s'impose volontairement pour le bien public, et le vote des ressources nécessaires lorsque la dépense unique n'excède pas Fr. 20'000.- ou que la dépense périodique ne dépasse pas Fr. 5'000.-- par exercice comptable.
- 17 Les constructions et les mesures d'urgence non prévues au budget annuel pour autant que l'ensemble de ces dépenses n'excéderont pas Fr. 50'000.- par exercice comptable...
- 18 La nomination des membres des commissions, des employés et des délégués pour autant que, conformément à des prescriptions spéciales, elle ne soit pas de la compétence d'un autre organe ; ainsi que, dans les cas urgents, la désignation provisoire du titulaire des places devenues vacantes jusqu'à la prochaine réunion de l'organe auquel appartient la nomination.

**Art. 32 – Attributions particulières  
(du CC), al. 18**

Formulation :

...jusqu'à la prochaine réunion de l'organe compétent pour auquel appartient la nomination.

**Art. 32 – Attributions particulières  
(du CC), al. 19**

La formulation employée vient du Service des communes et du Service juridique et est repris en général des textes de loi.

- |  |   |                                     |
|--|---|-------------------------------------|
| <p>19 <b>La surveillance des employés de la commune ;</b> l'adoption des prescriptions de service et instructions particulières pour autant qu'elles ne soient pas de la compétence d'autres organes, ainsi que le traitement des réclamations contre le personnel communal à raison d'actes de service, sous réserve des dispositions de la législation scolaire et des articles 56 et suivants de la loi sur les communes.</p> | <p>Faut-il vraiment <u>surveiller</u> les employés communaux ? Nous préférons que le CC contrôle leur travail, veille à la bonne administration de la commune... ou autre formulation moins dévalorisante.</p>  | <p>Même remarque que ci-dessus.</p> |
| <p>20 L'acceptation de la démission de membres des autorités <b>et des employés.</b></p>   |   |                                     |
| <p>21 <b>Le décernement d'ordonnance de condamnation pour contraventions punissables à des prescriptions réglementaires communales.</b></p>  | <p><b><u>Art. 32 – Attributions particulières (du CC), al. 21</u></b><br/>Formulation :</p>   | <p>Même remarque que ci-dessus.</p> |
| <p>22 <b>Les décisions concernant les procès à intenter ou à abandonner, ainsi que l'obtention du droit d'expropriation.</b></p>   | <p><b>Le décernement de mandats répressifs suite à des infractions aux <del>pour-contraventions punissables à des</del> prescriptions réglementaires communales.</b><br/>(il n'y pas de contraventions non punissables ; et la contravention n'est qu'une catégorie d'infractions).</p> | <p>Même remarque que ci-dessus.</p> |
| <p>23 La délivrance des certificats de moralité et d'indigence. Les certificats urgents d'indigence ou de moralité sont délivrés par le maire et le secrétaire du conseil communal.</p>  |   | <p>Il peut y avoir un blâme.</p>    |
| <p>24 <b>La fixation des traitements et indemnités dus aux employés communaux.</b></p>   |   |                                     |

Séances  
et procès-  
verbaux

### **Art. 33 - Séances et procès-verbaux**

<sup>1</sup> Le conseil communal se réunit ordinairement 1 fois par semaine, extraordinairement aussi souvent

### **Art. 33 – Séances et procès-verbaux (du CC)**

que les affaires l'exigent.

<sup>2</sup> La convocation est faite par le président qui fixe l'ordre du jour. Elle peut aussi être demandée par 3 membres du conseil.

<sup>3</sup> Le lieu et l'heure des séances sont fixés par le conseil communal quand il s'agit de réunions ordinaires, et par ceux qui demandent la convocation quand il s'agit de séances extraordinaires.

<sup>4</sup> Pour chaque séance un procès-verbal est rédigé.

Cohérence des termes :

<sup>2</sup> La convocation est faite par le ~~maire, président~~ qui fixe l'ordre du jour. Elle peut aussi être demandée par 3 membres du conseil.

Le « président » du conseil communal qui ordonne la réunion du conseil communal n'est pas forcément le maire, il peut s'agir du « vice-maire » ou « vice-président ».

Quorum, votations et élections

#### **Art. 34 - Quorum, votations et élections**

<sup>1</sup> Le conseil communal délibère valablement quand la majorité de ses membres est présente.

<sup>2</sup> Lorsqu'il s'agit de votations, c'est la majorité absolue des votants qui décide. Le maire a droit de vote ; en cas d'égalité, il départage.

<sup>3</sup> Lorsqu'il s'agit d'élections, c'est la majorité absolue qui décide au premier tour de scrutin. Au second tour fait règle la majorité relative. En cas d'égalité, le maire procède au tirage au sort.

<sup>4</sup> Les élections et les votations n'ont lieu au scrutin secret que si un des membres du conseil le demande.

<sup>5</sup> Pour le surplus, les prescriptions établies pour le conseil général sont applicables par analogie aux délibérations et au mode de votation du conseil communal.

#### **4. LE PRESIDENT ET LE VICE-PRESIDENT DU CONSEIL COMMUNAL**

#### **TITRE 4. LE PRESIDENT ET LE VICE-PRESIDENT DU CONSEIL COMMUNAL** **Et articles 35 et 36**

Dans le Jura, le président du conseil communal s'appelle le maire. Respecter cette règle et la cohérence du texte : employer les termes officiels et d'usage : maire et vice-maire (au lieu de président ).

Cette nouvelle terminologie est maintenant employée.  
Elle ne peut pas être changée.

#### **Président**

#### **Art.35 - Président**

<sup>1</sup> Le président du conseil communal (maire) dirige les séances de cette autorité. Il veille à l'ordre des séances, à la rédaction du procès-verbal, ainsi qu'à l'exécution des décisions prises. Il exerce la surveillance sur toute l'administration communale et, à cet effet, il a le droit de prendre connaissance de tous les procès-verbaux et de toutes les pièces et dossiers.



<sup>2</sup> Il est préposé aux scellés et il exerce les attributions qui lui sont conférées par l'article 8 de la loi introductive du Code civil suisse, par le Code de procédure pénale ou par d'autres actes législatifs.

Vice-président

**Art. 36 - Vice-président**

Le vice-président du conseil communal (vice-maire) exerce les fonctions du maire lorsque celui-ci est empêché. Dans ce cas, il a les mêmes droits et les mêmes obligations que le président.

**5. COMMISSIONS**

Durée de fonction; répartition

**Art. 37 - Durée de fonction; répartition**

<sup>1</sup> Les membres des commissions permanentes sont nommés pour la durée de la législature par le conseil général. Ils sont rééligibles pour deux périodes consécutives.

<sup>2</sup> Le conseil général veille à assurer au sein des commissions une juste représentation des composantes de la population.

<sup>3</sup> Les conseillers communaux font partie d'office comme membre à part entière des commissions qui concernent leur dicastère, excepté la commission de vérification des comptes.

<sup>4</sup> Le départ d'un membre du conseil communal en cours de législature entraîne d'office pour lui sa démission de membre des commissions référentes à son dicastère.

Attributions,  
organisation,  
délibérations  
et Procès-  
verbaux

**Art. 38 - Attributions, organisation, délibérations et procès-verbaux**

<sup>1</sup> Pour les commissions dont les attributions ne sont pas fixées par le présent règlement ou un règlement spécifique, un cahier des charges est établi par l'autorité de nomination.

<sup>2</sup> Chaque commission traite avec diligence les affaires qui lui sont attribuées et soumet son rapport aux autorités décisionnelles.

<sup>3</sup> Les commissions se constituent elles-mêmes (président, vice-président et secrétaire).

<sup>4</sup> Les dispositions relatives au conseil communal s'appliquent par analogie pour fixer le quorum, la façon de délibérer et de voter.

<sup>5</sup> Chaque commission doit traiter dans sa prochaine séance les affaires qui lui sont transmises par le conseil communal.

<sup>6</sup> Les commissions tiennent un procès-verbal de

décision dont une copie est remise au secrétariat communal après l'approbation du procès-verbal par la commission.

## Énumération

### **Art. 39 - Énumération**

Les commissions permanentes sont les suivantes :

- la commission de vérification des comptes
- la commission financière
- la commission d'estimation
- la commission de l'école enfantine et primaire
- la commission structure d'accueil de la petite enfance
- la commission STEP
- la commission du cimetière
- la commission de promotion économique
- la commission énergie et environnement
- la commission d'urbanisme

## Commission vérification des comptes

### **Art. 40 - Commission vérification des comptes**

<sup>1</sup> Elle est composée de 5 membres.

<sup>2</sup> Elle examine tous les comptes de la commune, les papiers-valeurs et l'état de la caisse et communiqué par écrit au conseil communal, à l'intention du conseil général, le résultat de son examen. Les

### **Art. 39, 40 et 41 – Commissions de vérification des comptes et commission financière**

Comme en 2010, nous pensons qu'il faudrait fusionner ces deux commissions. Dans les deux cas, la fonction

Il y a peu, une telle proposition ne semblait pas légale. Une commission exécutive ne peut pas assumer le man-

pièces justificatives et tous les dossiers qui se rapportent à la comptabilité doivent être mis à sa disposition. Elle procède au moins une fois par année sans avertissement préalable, à une révision de la caisse et des papiers-valeurs (art. 40 et 44 du décret sur l'administration financière des communes du 21 mai 1987).

<sup>3</sup> Les membres du conseil communal et le caissier communal ne peuvent pas faire partie de la commission de vérification des comptes.

<sup>4</sup> Pour l'exécution de son mandat, la commission de vérification des comptes peut s'adjoindre les services d'une société externe.

nécessite des compétences spécifiques souvent difficiles à trouver. D'autre part, les connaissances approfondies des comptes acquises en révision seraient utiles pour analyser la situation et faire des recommandations aux décideurs.

dat relatif au contrôle de son propre travail. Il semble cependant que la jurisprudence ait évolué et que cette façon de voir n'est plus d'actualité. On peut donc fusionner le mandat de ces deux commissions. Par contre, la commission d'étude de ce règlement a proposé le statut quo car en fusionnant ces deux commissions, les membres du conseil communal ne pourraient plus participer aux travaux de la commission financière

## Commission financière

### **Art. 41 - Commission financière**

<sup>1</sup> Elle est composée de 7 membres dont le caissier communal et le conseiller communal en charge.

<sup>2</sup> Elle valide le projet du budget communal (de fonctionnement et des investissements) proposé par le caissier communal à l'intention du conseil général. Elle établit la planification financière des investissements projetés.

<sup>3</sup> Elle donne un préavis écrit sur les comptes communaux à l'intention du conseil communal et du conseil général.

D'après le décret sur l'administration financière des communes, il n'appartient pas au caissier communal d'élaborer le budget de fonctionnement et des investissements. Cette compétence appartient à la commission financière ou au conseil communal.

<sup>2</sup> Elle élabore le projet du budget communal (de fonctionnement et des investissements) à l'intention du conseil général. Elle établit la planification financière des investissements

projetés.

Commission  
d'estimation

**Art. 42 - Commission d'estimation**

<sup>1</sup> Elle est composée de 3 membres.

<sup>2</sup> Ses attributions sont fixées dans le règlement sur les impôts.

<sup>3</sup> Pour les révisions générales des valeurs officielles, le conseil général peut renforcer temporairement la commission en lui adjoignant 2 à 4 membres.

**(PCSI)**

Apparemment, cette commission ne fonctionne plus.

Avons-nous toujours un règlement sur les impôts ?

Ne serait-il pas nécessaire de revoir les attributions de cette commission ?

Cette commission fonctionne toujours. Même si elle ne se réunit plus pour discuter des valeurs officielles, un membre de la commission se rend chaque année avec les estimateurs cantonaux des valeurs officiels pour la visite des immeubles.

Commission  
d'école pri-  
maire et enfan-  
tine

**Art. 43 - Commission d'école primaire et enfantine**

<sup>1</sup> Elle est composée de 7 membres.

<sup>2</sup> Elle exerce les attributions qui lui sont conférées par la loi sur l'école primaire et enfantine et le règlement concernant les attributions des commissions d'école primaire et enfantine.

<sup>3</sup> Elle exerce en outre la surveillance sur les immeubles des écoles et décide de leur utilisation, dans le cadre des dispositions légales et réglementaires.

**(PCSI)**

Al. 2 : La loi sur l'école primaire et enfantine s'appelle maintenant « Loi sur l'école obligatoire » (RSJU 410.11).

On ne trouve pas le « règlement concernant les attributions des commissions d'école primaire et enfantine », mais il existe des dispositions pertinentes dans l' « ordonnance portant exécution de la loi scolaire », RSJU 410.111, art. 226 et suivants.

**Il est pris note de cette remarque**

A changerXXXXXXXXXX

Commission  
structure  
d'accueil

**Art. 44 - Commission structure d'accueil de la  
petite enfance**

<sup>1</sup> Elle est composée de 5 membres.

<sup>2</sup> Ses attributions sont fixées dans le règlement de  
l'institution de la structure d'accueil.

Commission  
« services  
communaux)

**Art. 45 - Commission « services communaux »**

<sup>1</sup> Elle est composée de 5 membres et du gardien de  
la STEP, du secrétaire communal, avec voix con-  
sultatives.

<sup>2</sup> Elle exerce la surveillance sur des constructions  
et des installations existantes. Elle formule toutes  
propositions utiles au conseil communal.

<sup>3</sup> Ses attributions figurent dans un règlement y  
relatif.

LL : Il y aurait lieu de renommer  
cette commission car elle s'occupe  
également des questions  
d'alimentation en eau et du traite-  
ment des déchets. De plus il serait  
judicieux que le fontainier communal  
participe aux travaux de cette com-  
mission.

Il est pris note de la proposition du  
PCSI et le conseil communal a modi-  
fié le nom de cette commission  
[Le conseil communal a estimé d'autre  
part que la participation du secrétaire  
communal aux séances de la commis-  
sion restait nécessaire.](#)

Commission  
du cimetière

**Art. 46 - Commission du cimetière**

<sup>1</sup> Elle est composée de 3 membres.

<sup>2</sup> Ses attributions sont fixées dans le règlement du

cimetière, inhumations et crémations. Elle est également chargée de l'entretien du cimetière des pestiférés.

Commission  
de promotion  
économique

**Art. 47 - Commission de promotion économique**

<sup>1</sup> Elle est composée de 5 membres.

<sup>2</sup> Ses attributions sont fixées dans un cahier des charges établi par le conseil général.

Commission  
énergie et en-  
vironnement

**Art. 48 - Commission énergie et environnement**

<sup>1</sup> Elle est composée de 5 membres.

<sup>2</sup> Ses attributions sont fixées dans un cahier des charges établi par le conseil général.

Commission  
urbanisme

**Art. 49 - Commission d'urbanisme**

<sup>1</sup> Elle est composée de 5 membres.

<sup>2</sup> Ses attributions sont fixées dans un cahier des charges établi par le conseil général.

Commissions  
spéciales

**Art. 50 - Commissions spéciales**

Le conseil général ou le conseil communal peuvent confier la préparation et la surveillance de certains dossiers à des commissions temporaires. À cet effet un mandat précis et limité dans le temps leur est attribué par l'autorité de nomination. La liquidation définitive des affaires demeure réservée aux organes ordinaires.

**6. LES EMPLOYES COMMUNAUX**

Engagement

**Art. 51 – Engagement**

<sup>1</sup> L'engagement du personnel communal s'effectue par le conseil communal dans le cadre d'un contrat de droit administratif conforme au Code des obligations.

<sup>2</sup> L'article 28, chiffre 3, demeure réservé.

Secrétaire  
communal

**Art. 52 - Secrétaire communal**

<sup>1</sup> Le secrétaire communal est nommé par le conseil communal.

<sup>2</sup> Le secrétaire communal tient les registres, les rôles et les procès-verbaux des organes de la commune, pour autant que d'autres employés n'aient pas été désignés pour le remplacer ; il ré-



dige la correspondance ainsi que tous les actes dont il est chargé par la loi, les règlements ou les ordres des organes communaux compétents. Il est préposé au registre des ressortissants, à celui des habitants et à celui des votants et il engage, soutient ou abandonne les procès administratifs s'y rapportant. Il administre les archives communales et est responsable des papiers-valeurs de la commune pour autant qu'ils soient conservés aux archives. Il remplit les fonctions que lui confère le conseil communal en matière d'impôt, telles que la tenue de l'état des contribuables, l'envoi aux contribuables des formules de déclaration d'impôts, la transmission de ces déclarations au Service cantonal des contributions, la communication de renseignements aux organes de l'impôt.

<sup>3</sup> Il est le secrétaire du conseil général.

<sup>4</sup> Le conseil communal précise les attributions du secrétaire communal dans un cahier des charges qui lui est remis lors de son entrée en fonction.

<sup>5</sup> En cas d'empêchement passager du secrétaire communal, le conseil communal désigne un employé de l'administration pour le remplacer.

<sup>6</sup> Les fonctions de secrétaire, de caissier et de préposé AVS peuvent être réunies.

<sup>7</sup> Il est chargé de l'organisation du travail et de l'encadrement du

personnel administratif.

Caissier communal

**Art. 53 - Caissier communal**

<sup>1</sup> Le caissier communal est nommé par le conseil communal.

<sup>2</sup> Le caissier communal administre, conformément aux instructions du conseil communal, l'ensemble des biens de la commune pour autant que des organes spéciaux n'en soient pas chargés. Il tient la comptabilité et assure le service de la caisse. Il perçoit les redevances communales au besoin par voie de poursuites et de procès. Il verse les traitements du personnel communal et s'acquitte des factures visées en paiement par le conseil communal ou son président.

<sup>3</sup> Le conseil communal précise les attributions du caissier communal dans un cahier des charges qui lui est remis lors de son entrée en fonction.

Préposé à l'agence communale AVS

**Art. 54 - Préposé à l'agence communale AVS**

<sup>1</sup> Le préposé communal AVS est nommé par le conseil communal.

<sup>2</sup> Le préposé à l'agence communale AVS accom-

plit les tâches qui lui sont attribuées par les prescriptions légales et un règlement spécial.

Corps  
enseignant

**Art. 55 - Corps enseignant**

Les droits et les obligations des enseignants sont précisés dans la législation scolaire.

Autres em-  
ployés com-  
munaux

**Art. 56 - Autres employés communaux**

Les autres employés communaux (personnel administratif, garde police, concierges, responsable de la STEP, cantonnier etc.) sont nommés par le conseil communal qui fixe leurs attributions dans un cahier des charges.

## **V DISPOSITIONS DIVERSES**

Employés

**Art. 57 - Employés**

<sup>1</sup> Le conseil communal engage le personnel auxiliaire nécessaire dans le cadre des crédits ouverts et selon les dispositions du Code des Obligations.

<sup>2</sup> L'engagement de ces employés est régi par des contrats de travail.

Dispositions  
pénales

**Art. 58 - Dispositions pénales**

Les infractions au présent règlement et aux décisions qui en découlent sont passibles d'une amende de Fr. 5'000.- au plus. Le conseil communal prononce les amendes selon les dispositions du décret sur le pouvoir répressif des communes du 6 décembre 1978.

Droit de  
recours

**Art. 59 - Droit de recours**

Les articles 56 et 66 de la Loi sur les communes du 9 novembre 1978 traitent des dispositions relatives au droit de recours des citoyens.

Entrée en  
vigueur

**Art. 60 - Entrée en vigueur**

Le présent règlement entre en vigueur dès son adoption par le corps électoral et son approbation par le Gouvernement. Il abroge toutes dispositions contraires de règlements antérieurs de la commune, notamment le règlement d'organisation du 27 septembre 1999.

Ainsi approuvé par le corps électoral le  
.....

**Au nom de la commune municipale  
de "Les Bois"**

Le maire

Le Secrétaire



# REGLEMENT SUR LES ELECTIONS COMMUNALES DE LA COMMUNE MUNICIPALE DE LES BOIS

## Bases légales

Constitution jurassienne (RSJU 101);  
Loi sur les droits politiques (RSJU 161.1);  
Loi sur les communes (RSJU 190.11);  
Décret sur la protection des minorités (RSJU 192.222)  
Ordonnance concernant les élections communales (RSJU 161.19)  
Règlement d'organisation de la commune municipale de Les Bois

## I. DISPOSITIONS GENERALES

### Champ d'application

#### Article premier

Le présent règlement s'applique aux élections populaires aux urnes dans la commune municipale de Les Bois.

### Terminologie

#### Art. 2

Les termes utilisés dans le présent règlement pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

### Électeurs

#### Art. 3

<sup>1</sup> Sont électeurs en matière communale :

- a) Les Suisses, hommes et femmes âgés de 18 ans, domiciliés depuis 30 jours dans la commune ;
- b) les étrangers, hommes et femmes âgés de 18 ans, domiciliés en Suisse depuis 10 ans, dans le canton depuis une année et dans

(PCSI)

Comme pour l'art. 12 du règlement communal, il y a lieu de compléter/modifier le libellé, sinon seuls les personnes âgées de 18 ans pourront vo-

Comme déjà mentionné dans le règlement d'organisation ce libellé a été repris de la loi sur les droits politiques.

la commune depuis 30 jours.

<sup>2</sup> Les personnes interdites pour cause de maladie mentale ou de faiblesse d'esprit ne sont pas électeurs.

<sup>3</sup> Pour le vote des Suisses de l'étranger, un registre est tenu pour chaque commune. Celui-ci est informatisé et harmonisé dans tout le Canton. La Chancellerie d'Etat y a accès.

Éligibilité

#### Art. 4

Sont éligibles :

- a) comme membres d'autorités communales, les Suisses, hommes et femmes jouissant du droit de vote dans la commune ;
- b) les étrangers ayant l'exercice des droits civils et politiques sont éligibles au conseil général;
- c) comme employés communaux, toutes les personnes ayant l'exercice des droits civils et politiques ;
- d) comme membre des commissions communales, les Suisses âgés de 16 ans au moins et les étrangers ayant l'exercice des droits civils et politiques.

Fonctions incompatibles

#### Art. 5

<sup>1</sup> Sont incompatibles avec la qualité de membre d'une autorité communale

- a) les fonctions de membre du Gouvernement et de juge permanent;

ter !

Compléter :

les Suisses, hommes et femmes âgés de 18 ans au moins, domiciliés dans la commune depuis trente jours;

les étrangers, hommes et femmes âgés de 18 ans au moins, domiciliés en Suisse depuis dix ans, dans le Canton depuis un an et dans la commune depuis 30 jours.

OU : ... DÈS L'ÂGE DE 18 ANS,...

(PCSI)

Pas utile de préciser « hommes et femmes », car cela va de soi. On ne reprend d'ailleurs pas cette formulation lorsqu'il s'agit des étrangers. Voir aussi l'art. 2.

COMME MEMBRES  
D'AUTORITES  
COMMUNALES, LES  
SUISSES, HOMMES ET  
FEMMES JOUISSANT DU  
DROIT DE VOTE DANS LA  
COMMUNE

(PCSI)

Même remarque que pour l'art. 21 du règlement communal :

Le terme de plein emploi doit être compris dans le sens que si le caissier travaille à 40 %



- b) la qualité d' employé communal à plein temps immédiatement subordonné à cette autorité.

<sup>2</sup> Les fonctions de maire, de conseiller communal et de membre du conseil général sont incompatibles.

On dit que seuls les employés à *plein temps* ne peuvent être membres d'une autorité à laquelle ils sont directement subordonnés. Nous estimons que les autres employés engagés pour une durée indéterminée, quel que soit leur taux d'occupation, devraient être aussi inéligibles dans ce cas. Par exemple, si on décidait de confier la comptabilité à un caissier à 40%, il ne serait pas normal qu'il puisse en même temps faire partie des autorités et décider de son salaire, de l'approbation de son travail, etc.  
Cette extension d'inéligibilité est possible selon l'art. 4, ch. 3 de l'ordonnance sur les élections communales (RSJU 161.19) pour la commune il exerce un plein emploi pour la collectivité.

Incompatibilité tenant à la parenté

#### **Art. 6**

<sup>1</sup> A l'exclusion du conseil général, ne peuvent faire partie ensemble d'une autorité communale:

- a) les parents du sang et alliés en ligne directe;
- b) les frères ou sœurs, germains, utérins ou consanguins;
- c) les époux, les partenaires enregistrés, les alliés en ligne collatérale au deuxième degré, ainsi que les conjoints ou les partenaires

enregistrés de frères ou sœurs.

<sup>2</sup> Les personnes ainsi apparentées ne peuvent pas non plus occuper des emplois communaux dont l'un est immédiatement subordonné à l'autre.

<sup>3</sup> L'exclusion pour cause d'alliance ne cesse pas du fait de la dissolution du mariage ou du partenariat enregistré.

Option et règles d'élimination

#### **Art. 7**

<sup>1</sup> En cas d'incompatibilité touchant une même personne, un délai d'option lui est imparti par le Service des communes. A défaut d'option, le sort décide.

<sup>2</sup> En cas d'élection simultanée de personnes qui s'excluent en vertu de l'article 6, sont réputées élues, en l'absence d'un désistement volontaire, celles qui ont obtenu le plus grand nombre de voix. En cas d'égalité, le Service des communes procède à un tirage au sort auquel les intéressés sont invités.

<sup>3</sup> Lorsqu'un nouvel élu se trouve, à l'égard d'une personne déjà en fonction, dans un rapport de parenté entraînant l'incompatibilité au sens de l'article 6 du présent règlement, son élection est nulle si cette personne ne se retire pas.

<sup>4</sup> Dans les cas visés aux alinéas 2 et 3 ci-dessus, la fonction de maire l'emporte sur celle de conseiller communal et de conseiller communal sur celle de membre du conseil général.

Organes électoraux

#### **Art. 8**

<sup>1</sup> Le règlement d'organisation désigne les organes électoraux de la commune. Il indique notamment quelles sont les compétences électorales :

- a) des ayants droit (vote aux urnes) ;
- b) du conseil général;
- c) du conseil communal.

<sup>2</sup> Les ayants droit au vote élisent obligatoirement par les urnes, selon les

(PCSI)

Orthographe :

Initiales en minuscule à « conseil communal », « conseil général », « maire »... pour être cohérent avec les autres

Vote aux urnes

dispositions du présent règlement :

- a) le maire ;
- b) les membres du conseil communal;
- c) les membres du conseil général;

<sup>3</sup> Le conseil communal nomme :

Conseil communal

- a) les employés communaux (secrétaire, caissier, préposé à l'agence communale de compensation AVS, etc.) ;
- b) les employés de la voirie et les fontainiers ;
- c) les concierges des bâtiments communaux ;
- d) le personnel auxiliaire (déchetterie, etc.) ;
- e) les membres des diverses commissions communales pour autant qu'elles ne soient pas de la compétence d'un autre organe ;
- f) les membres des commissions intercommunales.

articles et les règles de français.

Terminologie :

Remplacer « Receveur » par « caissier », terme utilisé partout ailleurs dans le document.

## II. EXERCICE DU DROIT DE VOTE

Lieu du scrutin

### Art. 9

Le scrutin se déroule dans les locaux désignés par le conseil communal.

Temps du scrutin

### Art. 10

<sup>1</sup> Le scrutin est ouvert du samedi au dimanche, aux heures fixées par le conseil communal.

<sup>2</sup> Il est ouvert, au moins, dans les temps suivants :

- a) le samedi, de 11 heures à 12 heures;
- b) Le dimanche de 10 heures à 12 heures.

<sup>3</sup> Le scrutin est clos le dimanche à 12 heures.

Matériel de vote

**Art. 11**

Le conseil communal fait imprimer les cartes d'électeur et les bulletins officiels pour les scrutins de la commune et se procure les enveloppes de vote par correspondance.

Convocation des électeurs

**Art. 12**

<sup>1</sup> Avant chaque élection aux urnes, à l'exception de celle prévue à l'article 18, le conseil communal convoque les électeurs par publication dans le Journal officiel et selon l'usage local.

<sup>2</sup> La convocation est publiée, au plus tard, dans l'édition du Journal officiel de la huitième semaine précédant le jour du scrutin; elle indique le genre, l'horaire et le lieu du scrutin et de l'éventuel ballottage.

Publication des listes et actes de candidature

**Art. 13**

A l'échéance du délai de correction des listes et actes de candidature déposés, le secrétaire communal procède à leur affichage selon l'usage local.

Fourniture du matériel

**Art. 14**

<sup>1</sup> La commune fait parvenir à tous les électeurs, au moins dix jours avant celui du scrutin, leur carte d'électeur ainsi que le ou les bulletin(s) officiel(s).

<sup>2</sup> Un duplicata de la carte d'électeur peut être obtenu au plus tard 48 heures avant l'ouverture du scrutin, au secrétariat communal. La nouvelle carte délivrée doit porter la mention "duplicata". A l'ouverture du scrutin, l'administration communale communique au bureau électoral les noms des personnes ayant obtenu un duplicata.

<sup>3</sup> La commune prend en charge les frais d'impression et de distribution du ou des bulletin(s) officiel(s).

<sup>4</sup> Si, lors d'élections selon le système majoritaire, le nombre des actes de candidature dépasse celui de trois, le conseil communal peut se borner à distribuer un bulletin officiel blanc et la liste des candidatures déposées.

<sup>5</sup> Les mandataires des listes peuvent obtenir des bulletins supplémentaires auprès de l'administration communale. Les frais y relatifs sont à la charge des personnes ou organisations qui les ont commandés.

Manière de voter

**Art. 15**

Le vote à l'urne et par correspondance est réglé par les articles 18 à 24 de l'ordonnance d'exécution de la loi sur les droits politiques (RSJU 161.11).

Secret du vote

**Art. 16**

Le secret du vote doit être assuré.

Bulletins nuls

**Art. 17**

Sont nuls:

- a) les bulletins qui ne sont pas officiels ;
- b) les bulletins qui ne portent pas le timbre du bureau électoral ;
- c) les bulletins qui ne sont pas remplis à la main et les bulletins imprimés qui sont modifiés autrement qu'à la main ;
- d) les bulletins qui n'expriment pas clairement la volonté de l'électeur ;
- e) les bulletins qui portent des signes qui permettent de reconnaître l'auteur ;
- f) les bulletins qui portent des mentions étrangères au scrutin.

### III. Autres dispositions

Calendrier des élections

**Art. 18**

<sup>1</sup> L'élection des organes énumérés à l'article 8, alinéa 2 du présent règlement a lieu le même jour, soit l'avant dernier dimanche d'octobre, deux ans après l'élection du Parlement

<sup>2</sup> Les autorités se constituent dans les quinze premiers jours de l'année

civile qui suit le jour de l'élection.

<sup>3</sup> Leurs charges prennent fin la veille de la séance constitutive des nouvelles autorités.

Ballotage

**Art. 19**

Les scrutins de ballotage ont lieu le troisième dimanche après le premier tour.

Circonscription électorale

**Art. 20**

La commune forme en principe une seule circonscription électorale.

Dépouillement

**Art. 21**

Le dépouillement est effectué conformément aux articles 26 et suivants de l'ordonnance d'exécution de la loi sur les droits politiques.

Validité du scrutin

**Art. 22**

Un scrutin n'est en principe valable que si le nombre des bulletins timbrés ne dépasse pas celui des cartes de vote rentrées.

Constatation et publication des résultats

**Art. 23**

<sup>1</sup> Dès la clôture du dépouillement un exemplaire du procès-verbal est remis au conseil communal.

<sup>2</sup> Un exemplaire du procès-verbal d'élection est transmis immédiatement au Service des communes.

<sup>3</sup> La commune informe les élus de leur élection.

Recours

**Art. 24**

<sup>1</sup> Les élections peuvent être attaquées par voie de recours devant le juge administratif.

<sup>2</sup> Le recours doit être interjeté dans les dix jours qui suivent la décision attaquée ; en cas de scrutin, il doit être interjeté dans les dix jours qui suivent.

<sup>3</sup> Lorsque les résultats du scrutin sont publiés dans le Journal officiel, on peut encore recourir dans les trois jours suivant cette publication, même si le délai de dix jours susmentionné est écoulé.

<sup>4</sup> Le juge administratif statue sous réserve de recours auprès de la Cour constitutionnelle.

<sup>5</sup> Le recours à la Cour constitutionnelle doit être adressé dans les dix jours suivant la notification de la décision attaquée.

Conservation du matériel  
de vote

#### **Art. 25**

<sup>1</sup> Conjointement avec un exemplaire du procès-verbal, les cartes de vote et les bulletins sont réunis pour chaque élection en paquets distincts qui sont ensuite scellés et conservés sous clé.

<sup>2</sup> Dès que le délai de recours est écoulé sans avoir été utilisé ou que d'éventuels recours en matière d'élection ont été jugés définitivement, le matériel mentionné à l'alinéa 1 doit être détruit.

Durée des fonctions

#### **Art. 26**

<sup>1</sup> La durée des fonctions est de cinq ans, sauf dispositions fédérales ou cantonales contraires.

<sup>2</sup> Les membres du conseil communal, maire y compris sont immédiatement rééligibles pour une période consécutive.

<sup>3</sup> Les membres du conseil général et des commissions sont immédiatement rééligibles pour deux périodes consécutives, à l'exception de la commission d'estimation.

(PCS)

Initiale en minuscule à « conseil communal », « maire » et « conseil général ».

Art. 26 – Durée des fonctions

Par rapport aux conseillers généraux et aux commissaires, la prolongation de mandat est différente s'agissant des conseillers communaux. Les uns

peuvent être élus pour trois périodes consécutives, les autres pour deux périodes seulement. On devrait aligner tous les mandats sur trois périodes au maximum, soit 15 ans. Par ailleurs, il n'y pas lieu de faire une exception pour la commission d'estimation.

## IV. ÉLECTION SELON LE SYSTÈME DE LA REPRÉSENTATION PROPORTIONNELLE

Système électoral

### Art. 27

Les dispositions qui régissent le système de la représentation proportionnelle sont applicables à l'élection :

- a) du conseil communal, à l'exception du maire;
- b) du conseil général.

Nombre de membres

### Art. 28

<sup>1</sup> Le conseil communal se compose de 7 membres, le maire y compris.

<sup>2</sup> Le conseil général se compose de 21 membres.

(PCSI)

Ne devrait-on pas saisir l'opportunité de la présente révision pour amener le nombre de conseillers communaux de 7 à 5 membres ?

L'idée est intéressante. Cependant, s'il y a un problème de recrutement, le conseil communal estime que de diminuer le nombre des conseiller augmentera la charge de travail des autres conseillers .

Dépôt et contenu des listes

### Art. 29

<sup>1</sup> Les listes de candidats doivent être remises au conseil communal le lundi de la sixième semaine qui précède l'élection, jusqu'à 18 heures.

(PCSI)

Le dépôt des listes durant un seul jour possible (le lundi)

Le libellé de la loi sur les élections a été repris tel quel



<sup>2</sup> Une liste ne peut porter plus de noms qu'il n'y a de sièges à pourvoir.

<sup>3</sup> Chaque liste indique le nom, le prénom, l'année de naissance et la profession.

<sup>4</sup> Elle doit porter une dénomination qui la distingue des autres listes.

<sup>5</sup> Pour le conseil général, chaque liste doit porter la signature manuscrite d'au moins 20 électeurs domiciliés dans la commune, ainsi que la mention de deux mandataires et d'un suppléant.

<sup>6</sup> Pour le conseil communal, les listes doivent porter la signature manuscrite d'au moins cinq électeurs domiciliés dans la commune, ainsi que la mention de deux mandataires et d'un suppléant.

<sup>6</sup> Un électeur ne peut apposer sa signature sur plus d'une liste.

n'est pas judicieux. Nous préférons garder le système actuel, qui permet de déposer une liste n'importe quand, mais avec ce lundi comme ultime délai. Par ailleurs, on devrait déposer une liste auprès de l'administration communale (et non auprès du conseil communal, ce qui est trop vague).

par le Service des communes. Il s'agit d'une date butoir, une liste déposée le vendredi sera tout aussi valable. L'administration reçoit toute la correspondance du conseil communal. Ce libellé est fait ainsi pour régler l'ensemble de la réception des listes dans les communes indépendamment de leur grandeur.

Domicile

### **Art. 30**

Le candidat est domicilié dans sa circonscription électorale.

Candidatures multiples

### **Art. 31**

Nul ne peut être candidat sur plus d'une liste. Le cas échéant, un délai d'option de trois jours est fixé par le conseil communal; faute d'option dans le délai imparti, le sort décide.

Corrections et compléments

### **Art. 32**

<sup>1</sup> Les candidats qui déclinent leur candidature le font savoir au conseil communal par écrit jusqu'au vendredi à 18 heures de la sixième semaine qui précède l'élection.

<sup>2</sup> Les mandataires de la liste la corrigent ou la complètent, s'il y a lieu, jusqu'au lundi de la troisième semaine qui précède l'élection, à 18 heures.

<sup>3</sup> Les candidatures déclinées ou contraires à la loi sont considérées comme nulles.

<sup>4</sup> L'article 42 est réservé.

Bulletins officiels

**Art. 33**

Le conseil communal imprime et fait parvenir à tous les électeurs, au moins dix jours avant l'élection, des bulletins officiels reproduisant les listes déposées.

Manière de voter

**Art. 34**

<sup>1</sup> Chaque électeur dispose d'autant de suffrages qu'il y a de sièges dans la commune.

<sup>2</sup> Il peut voter de l'une des manières suivantes :

- a) il dépose dans l'urne un bulletin officiel imprimé sans le modifier ;
- b) il dépose un bulletin officiel imprimé qu'il a modifié, en y biffant des noms ou en y portant le nom de candidats d'autres listes (panachage). Dans ces deux cas, a) et b), les suffrages qui ne sont pas donnés à des candidats sont attribués à la liste dont la dénomination figure en tête du bulletin ;
- c) il dépose un bulletin officiel blanc où il a porté le nom de candidats de la commune ;
- d) il dépose un bulletin officiel blanc où, sans porter le nom d'aucun candidat, il attribue ses suffrages à une liste de son choix en la désignant clairement ;
- e) il dépose un bulletin officiel blanc où il désigne la liste de son choix ainsi que le nom d'un ou de plusieurs candidats.

<sup>3</sup> Aucun candidat ne peut recevoir plus d'un suffrage par bulletin, le cumul n'étant pas autorisé selon l'article 18, alinéa 3, du règlement d'organisation

<sup>4</sup> Les candidats en surnombre sont annulés comme suit :

- a) sur les bulletins imprimés, les derniers noms imprimés ;
- b) sur les bulletins blancs, les derniers noms inscrits.

Détermination du résultat

**Art. 35**

Après la clôture du scrutin, le bureau électoral établit un procès-verbal indiquant notamment :

- a) le nombre des électeurs et celui des votants ;
- b) le nombre des bulletins valables et celui des bulletins non valables, ce dernier correspondant à la somme des bulletins blancs et nuls ;
- c) le nombre des suffrages obtenus par les candidats de chaque liste (suffrages nominatifs) ;
- d) le nombre des suffrages non nominatifs qui sont attribués à chaque liste (suffrages complémentaires) ;
- e) le nombre de suffrages de chaque liste, suffrages nominatifs et suffrages complémentaires ;
- f) le nombre des suffrages inutilisés ;
- g) les cas de tirage au sort ;
- h) le nombre des suffrages obtenus par chaque candidat.

Répartition des sièges

**Art. 36**

Les sièges sont répartis entre les listes selon les règles suivantes :

- a) le nombre total des suffrages de toutes les listes est divisé par le nombre des sièges de la commune, augmenté d'un ; le résultat porté au nombre entier immédiatement supérieur est le quotient électoral ;
- b) chaque liste obtient autant de sièges que le nombre de ses suffrages contient de fois le quotient électoral ;
- c) si tous les sièges ne sont pas répartis, le nombre de suffrages de chaque liste est divisé par le nombre de sièges qu'elle a déjà obtenus, augmenté d'un. Un siège est attribué à la liste qui a le plus fort quotient. L'opération se répète jusqu'à ce que tous les sièges soient répartis. En cas d'égalité de quotient pour le dernier siège, le sort décide ;
- d) le bureau électoral procède au tirage au sort.

Désignation des élus

**Art. 37**

<sup>1</sup> Sont élus, à concurrence du nombre des sièges qui reviennent à chaque liste, ceux des candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages nominatifs.

<sup>2</sup> Les candidats non élus sont rangés selon le nombre des suffrages nominatifs obtenus par eux.

<sup>3</sup> En cas d'égalité des suffrages, est élu le candidat qui a obtenu le plus de suffrages sur la liste où son nom figurait. En cas de nouvelle égalité, le sort le décide.

<sup>4</sup> Le bureau électoral procède au tirage au sort.

Élection tacite et complémentaire

**Art. 38**

Si les candidats présentés ne sont pas plus nombreux que les sièges de la commune, ils sont élus sans vote (élection tacite). S'ils sont moins nombreux, il est procédé, pour les sièges non pourvus, à une élection complémentaire.

Sièges en surnombre

**Art. 39**

Si une liste obtient plus de sièges qu'elle n'a présenté de candidats, les électeurs qui l'ont signée peuvent désigner des candidats supplémentaires, qui sont élus sans vote. Faute de désignation dans le délai imparti, il est procédé à une élection complémentaire.

Vacance durant la législature

**Art. 40**

<sup>1</sup> En cas de vacance durant la législature, celui qui quitte un des organes mentionnés à l'article 27 du présent règlement, est remplacé par le premier suppléant figurant sur la même liste. Si celui-ci refuse de siéger, le suivant prend sa place.

<sup>2</sup> S'il ne reste aucun candidat, la majorité des électeurs qui ont signé la liste peuvent désigner un candidat supplémentaire, qui est élu sans vote ; faute de désignation dans un délai imparti par le conseil communal, on

procède à une élection complémentaire.

Élections complémen-  
taires

**Art. 41**

<sup>1</sup> Si un seul siège est vacant, l'élection complémentaire a lieu à la majorité relative.

<sup>2</sup> Si plusieurs sièges sont vacants, l'élection complémentaire a lieu selon le système de la représentation proportionnelle.

Défaut de liste

**Art. 42**

Si aucune liste n'est déposée, l'élection a lieu à la majorité relative. Les électeurs peuvent donner leurs suffrages à toute personne éligible. Le cumul n'est pas admis.

## V. ELECTIONS COMMUNALES SELON LE SYSTEME MAJORITAIRE A DEUX TOURS

Champ d'application

**Art. 43**

Les dispositions qui régissent les élections selon le système majoritaire à deux tours sont applicables au maire.

Actes de candidature

**Art. 44**

<sup>1</sup> Les actes de candidature doivent être remis au conseil communal le lundi de la sixième semaine qui précède l'élection jusqu'à 18 heures.

<sup>2</sup> L'acte de candidature indique le nom, le prénom, l'année de naissance, la profession du candidat ou des candidats.

<sup>3</sup> Il doit porter la signature manuscrite du candidat et celle d'au moins cinq électeurs domiciliés dans la commune.

(PCSI)

Le dépôt des listes durant un seul jour possible (le lundi) n'est pas judicieux. Nous préférons garder le système actuel, qui permet de déposer une liste n'importe quand, mais avec ce lundi comme ultime délai. Par ailleurs, on devrait déposer une liste auprès de l'administration communale (et

Il a déjà été répondu à cette remarque.

non auprès du conseil communal, ce qui est trop vague).

Corrections et compléments

**Art. 45**

<sup>1</sup> Les actes de candidature peuvent être corrigés jusqu'au lundi de la troisième semaine qui précède l'élection, jusqu'à 18 heures.

<sup>2</sup> Ils ne peuvent être complétés que dans le cas où un candidat devient inéligible. Ce complément peut être apporté jusqu'au lundi qui précède l'élection, jusqu'à 18 heures.

<sup>3</sup> La candidature, une fois signée, ne peut plus être déclinée.

Report de l'élection

**Art. 46**

Si un candidat devient inéligible entre le lundi qui précède l'élection et la clôture du scrutin, l'élection est annulée et reportée. Le conseil communal prend les mesures nécessaires et fixe les délais.

Bulletins officiels

**Art. 47**

La commune fait parvenir à tous les électeurs de son ressort, au moins dix jours avant l'élection, des bulletins officiels imprimés portant le nom du ou des candidats et un bulletin officiel blanc, sous réserve de l'article 14, alinéa 4.

Manière de voter

**Art. 48**

<sup>1</sup> Chaque électeur dispose d'autant de suffrages qu'il y a de sièges à pourvoir.

<sup>2</sup> Il ne peut donner ses suffrages qu'à des candidats et n'en peut donner qu'un à chaque candidat.

<sup>3</sup> Les candidats en surnombre sont annulés comme suit :

- a) sur les bulletins imprimés, les derniers noms imprimés ;
- b) sur les bulletins blancs, les derniers noms inscrits.

Détermination du  
résultat

**Art. 49**

Après la clôture du scrutin, le bureau électoral établit un procès-verbal indiquant :

- a) le nombre des électeurs et celui des votants ;
- b) le nombre des bulletins valables et celui des bulletins non valables, ce dernier correspond à la somme des bulletins blancs et nuls ;
- c) le nombre des suffrages obtenus par chaque candidat.

Désignation des élus

**Art. 50**

<sup>1</sup> Est élu le candidat qui a obtenu un nombre de suffrages supérieur à la moitié du nombre des bulletins valables (majorité absolue).

<sup>2</sup> En cas d'égalité des suffrages, une élection complémentaire départage les candidats.

Candidature pour le  
2ème tour

**Art. 51**

<sup>1</sup> Un candidat au premier tour peut renoncer à sa candidature pour le deuxième tour.

<sup>2</sup> Les candidatures doivent être remises au conseil communal le mercredi qui suit le premier tour, jusqu'à 18 heures. Elles sont rendues publiques selon l'usage local.

<sup>3</sup> Ne peuvent faire acte de candidature que les personnes qui s'étaient présentées au premier tour.

Bulletins officiels

**Art. 52**

La commune fait parvenir les cartes d'électeur et les bulletins officiels aux électeurs au plus tard le lundi précédant le scrutin.

Désignation des élus au  
2ème tour

**Art. 53**

Est élu le candidat qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages, même s'il n'est pas supérieur à la moitié du nombre des bulletins valables (majorité relative).

Renvoi

**Art. 54**

Sous réserve des dispositions qui précèdent, les règles valables pour le premier tour sont applicables au second.

Élection tacite

**Art. 55**

<sup>1</sup> Si les candidats présentés au premier ou second tour ne sont pas plus nombreux que les sièges à pourvoir, ils sont élus sans vote (élection tacite).

<sup>2</sup> S'ils sont moins nombreux, il est procédé, pour les sièges non pourvus, à une élection complémentaire à la majorité relative.

Vacance pendant la  
législature

**Art. 56**

<sup>1</sup> En cas de vacance pendant la législature, il est procédé à une élection complémentaire selon le système majoritaire à deux tours.

<sup>2</sup> Les personnes élues le sont pour la fin de la législature.

Défaut de listes

**Art. 57**

Si aucun acte de candidature n'est déposé, l'élection se fait à la majorité relative. Les électeurs peuvent donner leurs suffrages à toute personne éligible.



## VI. Dispositions pénales

Code pénal

### **Art. 58**

Les dispositions des articles 279 à 283 du Code pénal suisse sont applicables.

Amendes

### **Art. 59**

<sup>1</sup> Le conseil communal peut infliger une amende de Fr. 20.- à Fr. 200.- aux membres du bureau électoral qui font défaut entièrement ou partiellement aux opérations d'un vote ou d'une élection sans excuse écrite valable suffisante.

<sup>2</sup> Les infractions au présent règlement et aux décisions qui en découlent sont passibles d'une amende de Fr. 1'000.- au plus, pour autant que d'autres mesures ne soient pas applicables.

<sup>3</sup> Le conseil communal prononce les amendes selon le décret sur le pouvoir répressif des communes.

## VII. Voies de recours et droit supplétif

Voies d'opposition et de recours

### **Art. 60**

Les décisions prises en application du présent règlement peuvent être attaquées selon les dispositions prévues dans la loi sur les droits politiques (RSJU 161.1), le Code de procédure administrative (RSJU 175.1) et la loi sur les communes (RSJU 190.11).

Autres dispositions légales

### **Art. 61**

<sup>1</sup> Les questions non traitées par le présent règlement seront tranchées par analogie aux dispositions légales cantonales en vigueur, éventuellement par analogie aux dispositions fédérales.

<sup>2</sup> Sont notamment réservées, les dispositions figurant dans les textes

légaux suivants :

- Constitution de la République et Canton du Jura (RSJU 101) ;
- Loi sur les droits politiques (RJSU 161.1) ;
- Ordonnance d'exécution de la loi sur les droits politiques (RSJU 161.11) ;
- Ordonnance concernant les élections communales (RSJU 161.19).
- Ordonnance concernant le registre des électeurs (RSJU 161.15) ;
- Code de procédure administrative (RSJU 175.1) ;
- Loi sur les communes (RSJU 190.11) ;
- Décret sur les communes (RSJU 190.111) ;
- Décret sur la protection des minorités (RSJU 192.222) ;

## VIII. Dispositions transitoires et finales

Abrogation

### **Art. 62**

Le présent règlement abroge toutes les dispositions qui lui sont contraires, en particulier le règlement communal d'élections du 27 septembre 1999.

Entrée en vigueur

### **Art. 63**

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le Service des communes, à la date fixée par le conseil communal.

Ainsi approuvé en votation communale, le .....